Bulletin n°74
Juin 2016

Association des Auditeurs de France Culture

Sommaire

Editorial (C. Gilbert) ……1
Prochain déjeuner rencontre, Brice Couturier…… 1
Déjeuner rencontre avec Sylvain Kahn, compte rendu…… 3
A.G. du 9 avril 2016, compte rendu …… 15
Tribune des adhérents…... 16
A propos, par Danièle Tisserand …… 19
Nous joindre …… 20

Editorial

Par Claude Gilbert

Requiem pour une radio

Jadis, la radio s'appelait T.S.F. Le « poste » faisait partie des meubles, au salon, à la cuisine ou dans le bureau. Vint le transistor, indépendant des prises de courant grâce à ses piles et à sa taille réduite ; on l'emmenait partout. Bientôt les Ondes Courtes (OC), les Ondes Moyennes (PO) et les Grandes Ondes (GO) cédaient la place à la modulation de fréquence, la FM. Les stations se multipliaient, les radios devenaient « locales », « libres » et la couverture du pays presque parfaite. Aujourd'hui, nulle voiture n'est vendue sans un équipement radio performant qui assure une réception à peu près parfaite n'importe où sur le territoire. Dans les maisons et les appartements, le câble a fait son apparition, avec à la clef toutes les chaînes en stéréo et RDC. Les conditions d'exercice de la liberté individuelle, pour ce qui concerne nos radios, sont désormais proches de la perfection.
(Suite p. 2)

Notre prochain rendez-vous :

VENDREDI 24 juin 2016 à 12 heures,

nous aurons le plaisir d'accueillir Brice Couturier,

Chroniqueur, du lundi au vendredi, aux Matins de France Culture, à 7h55.

Nous vous proposons de nous retrouver au **restaurant *Le François Coppée***
1 Bd du Montparnasse – 75006 Paris – 01 47 34 72 70 - Métro Duroc.
Le plat principal sera une viande ; merci de nous préciser si vous préférez un poisson.
Par personne : 30 euros tout compris.

Pour vous inscrire :
Envoyez votre nom et adresse, accompagné d'un chèque à l'ordre de *Aafc* à
Aafc, Maison des Associations, Bte 51, 5 rue Perrée, 75003 Paris
avant le 21 juin.
Vous pouvez aussi faire une réservation par téléphone au 01 39 89 86 96 - règlement sur place, par chèque uniquement.

ATTENTION : LE JOUR A CHANGÉ

(Editorial, suite)

Mais, au fond, pour nous, auditeurs, c'est quoi la radio ? Depuis des décennies, la radio c'était une voix – parfois plusieurs – qui entrait dans notre intimité, chez nous, qui s'adressait à nous, une voix chaude, jeune ou moins jeune, la voix d'un ami, d'une amie. Cette présence intime était tellement puissante que l'on finissait par la considérer comme partie intégrante de notre environnement familier ; avec la garantie absolue que si, par malchance, elle devait cesser de nous convenir, nous pouvions d'un tout petit geste la faire taire, soit en éteignant le poste soit en changeant de chaîne. Liberté totale ! Nous pouvons aussi parler à notre radio : depuis longtemps par les téléphones ouverts de certaines émissions, récemment via les outils électroniques mis en place qu'on appelle « réseaux sociaux » et qui ont considérablement accéléré la vitesse de réaction de l'auditeur. Celle-ci est désormais quasi instantanée, comme c'était autrefois le cas des discussions autour du gigot dominical. Les gens de la radio font partie de la famille.

Conséquence de cette présence amicale, la radio aujourd'hui diffusée 24 heures sur 24 rythme la journée, la vie de chacun : le matin à la maison (les fameuses « tranches matinales » si recherchées par les directeurs de chaîne), un peu plus tard en voiture (pour ceux, encore nombreux, qui l'utilisent pour aller travailler), dans la matinée, à midi et dans l'après-midi pour celles et ceux (retraités, ménagères, malades, chômeurs, prisonniers, etc.) qui restent chez eux ; le soir pour les retours du travail en voiture et en fin de soirée pour ceux qui, à la maison, en ont terminé avec la télé. La nuit aussi, des centaines de milliers de gens écoutent des voix raconter la vie, l'amour, la musique, récits littéraires ou fantastiques qui témoignent des infinies possibilités de l'imagination humaine.

Ces voix amicales et intimes parlent, ou plutôt parlaient jusqu'à il y a peu, suivant un rythme journalier précis et à peu près immuable, donnant à l'écoulement du temps un accompagnement analogue aux sonnailles des cloches des églises dans les villes et les campagnes d'antan. Le temps des jours et des nuits était administré par des voix familières sur lesquelles on savait pouvoir compter.

Aujourd'hui, il faut reconnaître que cette fonction de la radio est en train sinon de disparaître au moins de s'amenuiser. Le responsable porte un vilain nom venu d'ailleurs : Podcast, que l'on tente de domestiquer par le vocable trop technique de téléchargement. Nous savons tous quel merveilleux confort cela représente. Finis les échanges de cassettes de telle ou telle émission que les circonstances de la vie nous avaient fait manquer ! Finis les regrets ! L'éphémère des programmes a cessé de nous tourmenter. Aurions-nous donc vaincu le temps ? A France Culture, les émissions sont disponibles à la fois à l'écoute, à la réécoute indéfiniment et, même, nous pouvons, sur notre ordinateur, enregistrer tel producteur préféré pendant une année après la diffusion sur les ondes ; les émissions ne sont plus forcément écoutées au moment où elles sont diffusées. Nous devrions nous réjouir qu'une telle liberté nous soit accordée. Plus besoin d'interrompre une activité pour écouter cette voix que nous aimons, la parole est conservée, pour nous, pour tous, son accès est libre et gratuit et les sites internet nous donnent même tout un tas d'informations complémentaires sur le programme : la Culture jaillit de la Corne d'Abondance. La Culture, ou plutôt le commentaire du présent. Car nos programmes d'aujourd'hui, à France Culture, sont tellement centrés sur l'actualité qu'on peut se demander ce que seront *Les Nuits* dans vingt ans.

Désormais le compagnon de nos journées, ces voix qui revenaient à heure fixe rythmer notre vie, sont mises en mémoire ; renvoyées à plus tard, la nuit parfois, elles n'ont plus rendez-vous avec nous. Qu'importe, nous dit-on, puisqu'elles continuent de parler. Certes, mais notre vie quotidienne en est toute bouleversée ; le petit bonheur de la rencontre quotidienne, hebdomadaire, s'en est allé ; il faut partir à sa recherche dans la gigantesque mémoire électronique. Le lien qui nous réunissait a été rompu, il est devenu « réseau ».

Nostalgie d'un temps qui a changé ? Regrets d'une pratique révolue ? Sans doute. Cette évolution, suscitée par une amélioration des techniques de diffusion et de conservation, s'inscrit dans le mouvement général de l'époque et la qualité de la relation d'auditeur à cette voix éphémère n'est plus valorisée. Reste la quantité, un immense catalogue d'émissions. Nous pouvons en toute sécurité continuer à nous disperser, à nous isoler, à nous protéger du monde, les voix de la radio sont à notre disposition ; l'enfant-roi peut continuer à jouer sans trop risquer de grandir. Adieu la qualité, bonjour la quantité !

Pardon si je sonne « papy ronchon », comme dit Michel Serres, mais je ne suis pas du tout certain que nous devions dire merci et subir cette évolution sans, au moins, en parler.

C. G.

Déjeuner rencontre avec Sylvain Kahn

Restaurant Le François Coppée

Samedi 27 juin 2015

Présentation de notre invité par le président Henry Faÿ

Henry Faÿ : Sylvain Kahn, merci de nous rejoindre et de bien vouloir vous plier au jeu des questions/réponses de ceux de nos adhérents qui ont pu nous rejoindre aujourd'hui pour déjeuner avec vous. Permettez-moi de vous présenter rapidement. Vous rejoignez France Culture en 2006 pour produire *Planète terre*, l'émission de géographie et des enjeux globaux de la chaîne. Vous avez aussi été chroniqueur aux *Matins* dans *Les Idées claires*. Historien et géographe, normalien, agrégé d'histoire, diplômé de géopolitique, membre du laboratoire Géographie-cités (Paris I & VII) et du Centre d'histoire de Sciences Po, vous êtes professeur agrégé à Sciences Po. Vous avez publié le MOOC (cours multimédia en ligne en accès libre), *Géopolitique de l'Europe* (Sciences Po - Sorbonne Paris Cité, FUN, 2015), avec Ph. Perchoc et Thomas Raineau, *Histoire de la construction de l'Europe depuis 1945* (Puf, 2011), le *Dictionnaire critique de l'Union européenne* (Armand Colin, 2008), en co-direction de l'ouvrage, *Géopolitique de l'Union européenne* (Armand Colin, 2007), *Les universités sont-elles solubles dans la mondialisation ?* (Hachette Littératures, 2006), avec E. Davidenkoff. Précédemment, vous avez été en charge des questions européennes au cabinet du Ministre de l'Education nationale et de la Recherche, à Sciences Po et en Région Poitou-Charentes, après avoir été chef de projet au Musée des Arts et Métiers du CNAM, à la Cité des Sciences et de l'Industrie et au sein de la Mission 2000 en France.
Nous sommes très heureux de vous avoir parmi nous et nous apprécions beaucoup votre émission qui nous semble en bonne harmonie avec l'idée que nous nous faisons de France Culture.
Permettez-moi de vous poser la première question.

H. F. : Comment êtes-vous entré à France Culture ?

Sylvain Kahn : David Kessler était directeur de France Culture et Marc Voinchet conseiller des programmes à la rentrée 2006. Il y a eu une heureuse coïncidence car il y avait beaucoup de propositions mais peu en géographie. Bien qu'historien, j'avais travaillé avec Yves Lacoste et j'étais persuadé que la géographie répondait à une demande sociale. Savoir d'où l'on vient et où l'on va, mais aussi où l'on est. J'étais attiré par la radio sans en avoir jamais fait. Il m'a fallu réfléchir à une émission d'une heure.

©Christophe Abramowitz

H. F. : J'ai apprécié votre rôle de modérateur et votre utilisation des archives. Est-ce parce que cela réduit le coût ? Où bien est-ce que cela permet aux invités de rebondir ?

S. K. : Il est vrai que sur une émission d'une heure ça peut vraiment avoir du sens de permettre aux invités de rebondir, ça permet aussi à l'auditeur de se reposer un peu. On sait très bien que quand on écoute la radio on fait autre chose en même temps à côté. Pour la question du coût, vous avez tout à fait raison de l'introduire, elle se pose de la façon suivante : est-ce qu'on prend une archive ou est-ce qu'on fait un reportage « frais » ? Il y a davantage d'émissions de plateau parce que les émissions en direct coûtent moins cher que les émissions préparées en amont. Dans cette logique-là, même si cela peut paraître paradoxal, il coûte moins cher d'utiliser des archives que d'avoir un reporter qui va aller sur le terrain.

Comme vous le rappelez, je suis prof à Science Po et il se trouve que cette année, cela ne m'était pas arrivé jusqu'à présent, la direction m'a demandé d'aller faire cours au sein de l'école de journalisme pour leur enseigner les rudiments sur les institutions européennes. Bien sûr, je ne pouvais pas dire non. Et je suis assez souvent malheureux moi-même de la manière dont les journalistes, en France en tous les cas, traitent les affaires européennes. Et il se trouve qu'à l'issue de ce semestre de cours une étudiante est venue me voir : « Monsieur, je rêve de faire un stage à France Culture. » Mon cœur se met à battre, je n'ai pas imaginé 30 secondes que ça pouvait avoir à voir avec mon timbre de voix (*Rires*), mais je l'ai regardée et je lui ai dit : « Vous savez, *Planète terre* est une émission hebdomadaire, un magazine de vulgarisation scientifique, ce n'est pas du journalisme d'information et d'investigation. Planète Terre fait partie de la tranche des émissions de science, de vulgarisation de connaissances scientifiques. Vous, vous êtes une apprentie journaliste, je ne vais quand même pas vous demander de me préparer des synthèses pour préparer mon émission. En plus, j'en prépare le contenu seul, ce n'est pas une quotidienne. Du temps où j'avais créé un blog, là il y avait un stagiaire qui travaillait avec moi, à mi-temps, et qui signait les papiers –

nous les cosignions – mais vous, vous êtes une future vraie journaliste, un blog de vulgarisation scientifique, cela ne va pas vraiment vous intéresser. » Elle me répond : « Ah quand même, vous êtes sûr ? etc. » Je lui dis que je vais réfléchir. Une journaliste en herbe qui veut travailler à France Culture, dans un des magazines scientifiques, j'en suis ravi ; il faut que je trouve un truc : quelqu'un qui va être perdu pour TF1 et gagné pour France Culture, c'est quand même génial ! Donc, j'ai un peu réfléchi et je lui ai dit : « Ce que je peux vous proposer c'est, à condition que la direction des Ressources Humaines soit d'accord, évidemment, car après une grosse grève il ne faut surtout pas donner l'impression qu'on va donner à des stagiaires un travail qui pourrait être fait par des permanents, donc voilà ce que je pourrais vous proposer : vous êtes une future journaliste, il se trouve que dans mes émissions j'utilise des archives, dont un certain nombre ont été réalisées par des journalistes. On pourrait imaginer que vous fassiez des reportages que j'utilise dans l'émission, en même temps que certaines archives. Et puis de toute façon, même si je ne les passe pas dans l'émission, si ça colle je peux les mettre sur la page web de l'émission. Je le dirai aux auditeurs, il y a des compléments.

Franchement, je ne pensais pas qu'elle dirait oui. Et pourtant, elle a dit oui. Je suis allé voir la direction des Ressources Humaines, j'ai proposé l'idée et ils ont accepté. On m'a juste demandé : « Elle ne veut pas être payée ? » Et comme ça faisait moins de 2 mois, il n'y a pas d'obligation réglementaire. Je lui ai dit : « Vous ne serez pas payée. Vous le savez, donc moi je le déconseille. » Mais, comme c'est une personne volontaire et motivée, elle a eu entre temps d'autres propositions, à mon avis plus porteuses, mais elle a choisi.

J'essaie d'honorer ma fonction de tuteur, c'est ce que je suis, de lui donner des choses à faire et de faire en sorte que ça soit réussi et, dans ce cas, de les passer à l'antenne pour que ce soit un vrai stage. Le réalisateur de *Planète terre*, qui s'appelle Luc-Jean Raynaud, un ancien, un vieux de la vieille, un pilier, lui aussi très pédagogue et très sympa, a accepté de participer au tutorat. Ce n'était que pour un mois. Temporaire.

Mais cela m'intéresserait beaucoup d'avoir votre retour sur cette nouveauté. Parce que si vous me dites que ça apporte quelque chose à l'émission, si vous m'y encouragez, cela peut me donner de l'énergie pour dire à la Direction que tout a bien fonctionné et qu'on pourrait envisager de pérenniser cela.

Danièle Tisserand : C'est un peu à double tranchant, parce que, effectivement c'est agréable d'entendre des archives, ça donne une profondeur historique, ça relativise la soi-disant nouveauté des arguments qu'on donne aujourd'hui quand on entend que c'était les mêmes il y a 20 ou 30 ans. D'un autre côté, ça coûte beaucoup moins cher à France Culture qu'un reportage, avec envoi de techniciens, etc., donc ça diminue le travail que pourrait avoir les techniciens et, si on continue, dans 30 ans on n'aura plus d'archives. C'est un peu à double tranchant. France Culture, plutôt que de diffuser le France Culture du passé, il serait bien qu'il fasse du présent.

S. K. : Je suis d'accord. Est-ce que pour vous, ça plaide pour, disons, le fait qu'il devrait y avoir des reportages de maintenant à intégrer dans l'émission ?

D. T. : Oui, c'est sûr, mais je crains qu'on ne vous en donne pas beaucoup. On les diminue partout alors il faudrait les maintenir. C'est tout le métier de documentariste, de reporter, de réalisateur qui est en jeu. Parce que bientôt, avec Internet, on peut fabriquer n'importe quel reportage.

S. K. : Tout à fait d'accord.

D. T. : On peut prendre un bout de son de je ne sais où, trois phrases de quelqu'un qui a parlé et puis on vous fait tout un truc comme si c'était aujourd'hui. On ne fait plus appel à des documentaires, on fait appel à des scénaristes et à des comédiens. Parce que ça revient moins cher.

H. F. : Ce n'est pas faux.

D. T. : On trouve des scénaristes à la pelle, on paie un comédien, ça revient moins cher que d'envoyer quelqu'un, de mettre un réalisateur, des techniciens sur le coup pour aller faire des reportages en province.

H. F. : Est-ce que vous pouvez nous préciser le nom de cette personne, de cette stagiaire, que nous ne l'oubliions pas ?

S. K. : Bien sûr. Elle s'appelle Adèle Humbert. Elle a terminé sa première année de mastère à l'Ecole de journalisme de Science Po. Elle va faire sa 2e année, à l'issue de laquelle elle sera diplômée.

Claude Gilbert : Une question idiote : y a-t-il beaucoup de Normaliens producteurs à France Culture ?

S. K. : Vous me posez un peu une colle… Il y a Alain Finkielkraut…

H. F. : Jean-Noël Jeanneney, je suppose.

S. K. : Je suppose.

D. T. : Adèle Van Reeth ?

S. K. : Oui, sans doute, franchement je l'ignore

C. G. : C'était juste pour se faire une idée du niveau universitaire.

S. K. : Oui. Vous savez, Normale Sup aujourd'hui… Moi qui ai fait un petit essai là-dessus… Normale Sup, on connaît principalement en France. Honnêtement, je ne sais pas.

Carmen Guillemot : Je voudrais savoir ce que vous pensez de la nouvelle géographie de la Chine. En particulier, la mer de Chine et les îles. Quelle est votre approche ?

S. K. : Disons que ce qui est certain, d'une manière qui n'était probablement pas idéologiquement prévue, les dirigeants chinois se sont vus contraints d'avoir une politique mondiale, ce qui encore une fois que ce soit dans l'histoire longue, de géo-histoire, ou récemment en termes de politique depuis les débuts du régime communiste, à la différence des dirigeants soviétiques du temps de l'URSS, il n'y avait pas de politique mondiale de la Chine. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles les opinions publiques dans les autres pays du monde sont un peu surprises car on n'était pas forcément habitués, en Europe et même aux Etats-Unis. On se retrouve avec un grand pays qui s'intéresse au monde, dans un premier temps au moins, explosivement par rapport à la vision de ses intérêts. Comme s'il y avait une espèce de retour, un écho au XIX^{e} siècle, à la notion de « puissance » telle qu'elle existait au XIX^{e} siècle. C'est à dire, des pays, ou des dirigeants, ou des classes dirigeantes qui disent, là en l'occurrence, le plus illustratif en termes de besoins en termes de ressources et de matières premières. Pendant des décennies et des décennies, les dirigeants chinois pensaient qu'ils avaient tout chez eux, ce qui n'était pas faux, le charbon, le pétrole, etc., et en très très peu de temps, la Chine est passée du statut d'exportateur de pétrole au statut d'importateur. C'est la raison pour laquelle la Chine est présente en Afrique. Ce n'est ni pour des raisons « civilisationnelles » comme la III^{e} République ou le Royaume Uni victorien, ce n'est pas du tout pour des raisons idéologiques comme a pu le faire l'URSS, c'est uniquement pour assurer la sécurité de ses approvisionnements. A partir de là, on se retrouve avec des choses sur lesquelles on n'a pas encore de visibilité.

Qui est en charge des intérêts stratégiques dans un régime autoritaire ? Il y a bien sûr le Parti, et puis l'Armée, donc il y a des logiques d'acteurs qui font que, au nom de ces objectifs-là, l'Armée pousse ses pions – à chaque fois que l'armée dans un régime autoritaire peut pousser ses pions, elle le fait – et la manière consiste à dire : nous devons pouvoir avoir des bases ici, des bases là, ce qui inquiète les voisins. Et, néanmoins, ce faisant il me semble que pour l'instant ce qui est surtout visible, c'est la manière dont la Chine se veut une puissance régionale. Comme vous le savez, parfois, les Européens, les Américains voire les Russes, ou certains pays africains ou l'Union africaine aimeraient, parfois cela nous arrangerait tous si la Chine avait une vision mondiale, si la Chine se vivait comme une puissance mondiale, disant « Attendez, moi je pense qu'au nom de telle valeur, ou du droit »…encore que, c'est mon avis, d'ailleurs assez partagé, je pense que tant que les communistes seront au pouvoir il n'y a pas de raison pour que le droit triomphe. Dans l'histoire cela ne s'est jamais vu – Marx a commencé en expliquant que les droits de l'homme étaient la dernière trouvaille inventée par la bourgeoisie pour humilier et dominer les classes populaires. Il y a une antinomie totale entre le communisme et le droit, ça peut changer mais je pense que tant que les communistes seront au pouvoir, le droit international, ils s'assoiront dessus. Ils l'utiliseront quand cela les arrangera. Donc, on aimerait, me semble-t-il, que les dirigeants chinois, de temps en temps, aient une vision du monde en fonction de telle ou telle valeur, universelle, mais je m'abrite derrière deux de mes derniers invités, un sinologue Thierry Sanjuan, et Stéphanie Balme – j'enseigne ces questions comme généraliste de l'espace mondial – pour l'instant on est bien en peine de voir se dégager une vision de l'ordre mondial qui serait celle du Parti communiste chinois ou même des acteurs chinois. Les chefs d'entreprise des très grandes entreprises chinoises, ce qu'ils veulent c'est faire prospérer leurs entreprises comme n'importe quel homologue. Sauf Bill Gates qu'on a entendu aux *Matins* récemment, mais qui n'est plus chef d'entreprise. Vous ne pouvez pas être à la fois chef d'entreprise et philanthrope, si tant est que la philanthropie soit vraiment un progrès. Mais en tout cas, les chefs d'entreprise ne peuvent pas avoir une vision mondiale de l'intérêt général. Mais la Chine n'a pas de vision de l'intérêt général. Les Etats-Unis en ont une, on peut la contester, mais au moins ils en ont une. Les Russes à leur manière, ou les Soviétiques en avaient une.

Question : Mais n'est-ce pas tout simplement du fait de leur culture ?

S. K. : Oui, mais ça pourrait changer. Peut-être qu'un jour des acteurs chinois, des grands capitaines d'industrie, un peu comme le fait Bill Gates aujourd'hui – il n'est pas le seul, avant il y avait Rockfeller – vont se dire à un moment donné : « Je ne peux pas passer ma vie à accumuler du capital, à exploiter des salariés, ou à les faire travailler en les rémunérant correctement, quand ça arrive. Peut-être que je peux faire quelque chose qui fait que je resterai dans l'histoire. » Il y a toujours un peu d'amour-propre, comme le disait La Rochefoucauld, mais peu importe si l'amour-propre est le moteur à un moment donné d'une vision universelle, très bien.

Question : Je ne crois pas que ce soit dans la culture des Chinois.

H. F. : La doctrine chinoise, philosophique, morale, de la Chine c'est le confucianisme. Il est profondément moral. Il faut être en harmonie avec soi-même, avec les proches, et on peut y trouver une extension politique. Dans l'histoire de la Chine, il y a toujours eu un parti confucéen qui était opposé aux eunuques. Les eunuques étaient autour de l'empereur et qui étaient de farouches nationalistes, et qui voulaient toujours qu'on fasse

des guerres, des guerres, des guerres. Et il y avait un parti, avec beaucoup de guillemets si vous voulez, de gauche – qui représentait à peu près les valeurs de gauche chez nous – qui était pacifiste, qui préconisait les valeurs morales, l'aide sociale, c'était les confucéens. Et on remet beaucoup Confucius à l'ordre du jour. Le confucéisme n'est certainement pas mort, c'est de nouveau la doctrine officielle, et il devrait parvenir à ce que la Chine prenne en considération certaines positions morales. Je pense que ce n'est pas du tout impossible.

C. G. : Pour revenir à la géographie, qui détermine la définition d'une île ou d'un simple récif ? En mer de Chine, des récifs sont transformés en îles ce qui justifie des droits maritimes nouveaux.

S. K. : L'ONU ne reconnaît comme île que le naturel. Toute construction artificielle ne peut pas être considérée comme une île dans le cadre de l'ONU. Il n'y a pas à ma connaissance d'exceptions. Et ça se règlera à l'ONU. Vous n'êtes pas censés élargir de manière artificielle considérablement votre territoire. Evidemment, il y a plein de précédents. Les Chinois pourraient dire : regardez les Hollandais. On pourrait leur répondre : ce n'est pas une île, la Hollande.

D. T. : J'ai l'impression qu'il est difficile de maintenir une autonomie relative du savoir géographique par rapport à la géopolitique et à l'écologie, qui semblent de plus en plus devenir des idéologies bien que ça repose sur des savoirs scientifiques, notamment l'écologie, et que la géopolitique repose beaucoup sur l'histoire, mais la géographie là-dedans, on dirait qu'elle a du mal à trouver sa place, sa légitimité.

S. K. : Prenons d'abord les Etats-Unis. Là-bas, on dit « géographie politique », ce qui paradoxalement donne une acception plus large que ce qu'on entend en France, en Grande Bretagne, en Allemagne à ce qu'on entend généralement par géopolitique. Yves Lacoste avait coutume de dire que la géopolitique c'est l'analyse des rapports de force entre acteurs sur des territoires. Yves Lacoste a en particulier apporté dans le champ académique français qu'il peut y avoir de la géopolitique non seulement, ce dont on avait l'habitude, à l'échelle internationale mais aussi, en fait, à n'importe quelle échelle, y compris à des échelles locales, et donc à l'intérieur des frontières d'un territoire donné. Ils appellent cela, dans la revue Hérodote, publiée par *La Découverte*, la géopolitique interne. Les Américains parlent de géographie politique à la fois pour traiter de ce qu'a défini Yves Lacoste, mais aussi pour dire qu'il y a tout un aspect de la production de l'espace qui appartient, en fait, au registre de la politique, que ce soit les politiques publiques ou, plus généralement, toute politique mise en œuvre par des acteurs. Et ça, c'est quelque chose auquel les géographes français, voire européens, viennent assez tardivement parce qu'une des caractéristiques de la géographie a été d'éviter le champ politique.

Par exemple, ce qu'a rapporté Jacques Lévy qui, avec Michel Lusseau et le directeur du « fameux » *Dictionnaire de géographie et de l'espace des sociétés*, la géographie doit s'occuper également du politique, des phénomènes politiques, et pas seulement de la politique internationale, que ce soit l'aménagement du territoire, que ce soit la manière dont on mène un certain nombre de, dont on décide de faire société, dont on fait des choix politiques. Il y a des répercussions spatiales et il y a des choix qui se font en termes d'espace et cela fait partie de la géographie politique. Aux Etats-Unis, vous avez le grand géographe politique, John Agnew, et vous avez la grande association des géographes américains - évidemment ils sont beaucoup plus nombreux qu'en France, même si proportionnellement ils ne sont pas plus nombreux que les géographes français. C'est une association très puissante aux Etats-Unis au niveau de la recherche. Ils sont subdivisés en de très nombreuses branches, avec des commissions, des sous-commissions, qui sont à certains égards beaucoup plus « modernes » ou « post modernes » qu'en France – il y a des gens qui disent : ça ce n'est plus de la géographie – vous avez une déclinaison géographique des « *gender studies* », vous avez une déclinaison géographique des « *post colonial studies* » et ça vient un petit peu en France. Bref, vous avez un gros pilier de géographie politique au sein de la géographie américaine où vous avez également des gens qui s'occupent d'hydrologie, de géographie physique, alors que maintenant en France la géographie physique est de plus en plus du côté des sciences de la terre.

Donc, ma réponse à votre question, maintenant que j'ai fait ce long détour, ce serait de vous dire que la géopolitique est une branche de la géographie. Et, deuxième élément de réponse, c'est qu'il y a beaucoup de gens qui disent faire de la géopolitique mais qui à mon sens n'en font pas. Comme le terme géopolitique est devenu, j'ignore pourquoi, un peu à la mode, que ça plait beaucoup aux journalistes, qui se disent que c'est plus sexy que de dire relations internationales, parce que « relations internationales » ça fait un peu poussiéreux. Par ailleurs, des gens comme Bertrand Badie, qui, lui, est un vrai sociologue des relations internationales, vont expliquer que relations internationales c'était désuet et que maintenant il faut parler de « société mondiale », ce en quoi il se rapproche de certains géographes comme Jacques Lévy. Ainsi, le terme de géopolitique est devenu assez à la mode. Je ne crois pas tellement que ça soit lié à Yves Lacoste, mais c'est devenu assez commode. Cependant, pour moi, il y a plein de gens qui disent faire une émission de géopolitique, alors qu'ils font plutôt une émission d'actualités sur le monde. Ce n'est pas tout à fait la même chose.

H. F. : Le directeur de la chaîne, Olivier Poivre d'Arvor, trouve qu'une chaîne culturelle c'est un cadre trop étroit et qu'il faut en sortir pour faire de la géopolitique. C'est cela qu'il a dit.

Rose Pynson : Moi j'ai beaucoup de mal à comprendre, ça a l'air d'être très complexe. Est-ce que vous pouvez nous donner un petit exemple concret de géopolitique ?

S. K. : On parlait de la Chine tout à l'heure. La querelle qui existe, aujourd'hui est un conflit qu'on pourrait qualifier de géopolitique, une tension entre la Chine et le Japon. On peut la qualifier de géopolitique en raison du fait que cette tension, cette rivalité se manifeste par ces considérations et des motifs territoriaux. Vous avez entendu parler des îles Senkaku, qui ne représentent à peu près rien en termes de ressources, si ce n'est qu'on peut dire que le possesseur de ces îles-là élargit sa zone maritime. On voit bien comment la représentation qu'on peut se faire dans les milieux politiques ou idéologiques chinois, ou dans les milieux japonais, de l'importance de ces cailloux, ce sont des cailloux, montre à quel point le territoire en tant que tel est un objet de rivalité voire de conflit. Voilà un exemple. On pourrait dire que, sur le plan économique, le Japon et la Chine sont complémentaires, ils sont même interdépendants. Militairement, le Japon ne représente pas du tout une menace pour la Chine puisque, quoiqu'en dise actuellement Monsieur Abe, dans la constitution japonaise il n'y a toujours pas d'armée japonaise et il n'y a pas de velléités de la part du Japon de s'étendre militairement. Bref, objectivement il n'y a pas de raison pour que la Chine s'inquiète du Japon. Mais on voit bien qu'une représentation en cours chez les dirigeants chinois s'agissant de : qu'est-ce qui m'appartient comme territoire et qu'est-ce qui ne t'appartient pas, crée un conflit. Et ça c'est vraiment de nature géopolitique.

Pour vous donner un exemple de géopolitique interne, prenons le « grand Paris », c'est typique. Vous avez un certain nombre d'acteurs qui pensent qu'il faudra d'une manière ou d'une autre que la Ville de Paris, comme du temps du Baron Haussmann, englobe un certain nombre de ses communes proches, et vous avez un certain nombre d'autres acteurs, comme à la fois le Président de la Région et les Maires d'un certain nombre de ces communes, qui pensent que ce ne devrait pas être le cas, parce qu'ils tiennent à conserver les prérogatives qui sont les leurs sur des territoires politico-administratifs de petite taille. Là, vous avez typiquement un conflit géopolitique interne. Après, on peut se demander effectivement, du point de vue du Francilien, du point de vue du développement économique, et on peut très probablement démontrer qu'on aurait intérêt à ce qu'il y ait un grand Paris comme il y a un grand Londres. Du point de vue de la démocratie, nous dit-on mais cela reste à prouver à mon avis, on a plutôt intérêt à garder des maires de communes qui ont beaucoup de pouvoir. C'est typiquement un conflit de géopolitique interne : décider quelle est l'échelle pertinente du territoire sur lequel doivent s'exercer les prérogatives confiées au politique. J'espère que ces deux exemples répondent à votre question.

H. F. : Dans votre dernière émission, c'était sur l'Etat, il a été dit des choses assez bouleversantes sur la politique actuelle de la Russie. Un de vos intervenants, je ne sais plus lequel, a dit cette chose qui me paraît extraordinaire et sur laquelle il faut méditer : il y a des Etats, des micro-Etats, qui ne servent qu'à perturber l'ordre mondial instauré par Helsinki, par exemple et pour prendre le dernier grand traité. Ces Etats, c'est la Transnistrie, c'est le Donbass, c'est l'Abcasie. Il y a une politique de déstabilisation de l'ordre. Je ne vous pose pas une question, c'est plutôt une remarque mais j'aimerais écouter votre commentaire.

S. K. : Effectivement, je fais plutôt partie de ceux qui analysent la politique de la Russie, la politique actuelle, comme étant marquée par un retour de la géopolitique, dans un sens un peu plus restrictif employé notamment par Jacques Lévy et d'autres, consistant à dire la géopolitique c'est voir le monde en considérant que l'Etat et les Etats en sont les acteurs principaux. Et c'est vrai que, en tout cas j'ai cette impression, que la Russie sous son régime actuel, se caractérise d'une part par sinon un retour au moins une prégnance du nationalisme, ce qui fait selon moi qu'il y a une divergence très grande entre la plupart des sociétés européennes et, sinon la société russe dont on a bien du mal à savoir ce qu'elle pense, au moins le régime russe puisque l'une des conséquences de la guerre civile de 1914-1945 est selon moi le fait que la plupart des Européens sont passés à un paradigme post nationaliste. Et manifestement, ce n'est pas encore le cas ni en Turquie ni en Russie où le nationalisme joue encore un rôle très important dans la définition des politiques publiques, qu'elles soient étrangères ou intérieures. A partir de là, on est effectivement sur des registres de vision du monde, ou des registres de pensée qui sont très antagonistes. Cela ne doit pas nécessairement déboucher sur un conflit mais où on ne peut pas se comprendre. Mutatis mutandis, c'est un peu comme quand l'Union Européenne, ça a duré pendant des années, 5 ou 6, a essayé de parler avec Milosevic en pensant qu'il parlait le même langage. Vous vous rappelez sans doute que, Pierre Hassner en a beaucoup parlé à l'époque parmi d'autres, il y avait des réunions régulières entre des dirigeants européens et quelques personnes de l'ONU qui étaient également là, et les dirigeants des anciennes républiques yougoslaves, dont les dirigeants serbes. Ils revenaient et disaient « ça y est on s'est mis d'accord » et en fait pour Milosevic c'était juste pour gagner du temps. Il n'était d'accord sur rien

du tout. Pour lui, le droit international n'existe pas, il n'est pas une valeur en tant que telle, et la négociation n'a pas spécialement de valeur si ce n'est qu'elle permet d'établir un rapport de force.

Aujourd'hui, en tous les cas, on voit bien qu'on est à nouveau dans ce type de configuration où les Européens, à tort ou à raison, croient dur comme fer au fait qu'on peut se mettre d'accord après des négociations autour des intérêts bien compris, soit pour des raisons de valeurs, soit d'intérêt, mais surtout les Européens d'aujourd'hui ne sont plus mus par des nationalismes. C'est à dire le procédé mental selon lequel ou par lequel on hiérarchise les nations entre elles et où on dit, forcément, ma nation est meilleure que la tienne, elle est au sommet de la pyramide. Ca c'est terminé, car sinon il n'y aurait pas d'Union européenne. La construction européenne n'est possible que par le dépassement du nationalisme. Alors évidemment les Russes ne parlent pas le même langage, de ce point de vue-là.

D. T. : Le nationalisme peut consister à défendre sa nation sans pour autant croire qu'elle est supérieure aux autres.

S. K. : Eh bien non. Cela ne se peut pas. Ça s'appellerait plus du patriotisme et malheureusement, me semble-t-il, je pense qu'on aura beaucoup de mal à trouver des corpus nationalistes qui, à un moment donné, ne vous expliquent pas que la nation est d'abord formée sur une ethnie, que dans cette ethnie pour des raisons x ou y, à un stade plus avancé du développement…

D. T. : Le nationalisme américain se fonde sur la supériorité, premièrement, de ceux à qui Dieu a donné l'Amérique parce qu'ils étaient les meilleurs, et deuxièmement de ceux qui ont le meilleur système politique parce que c'est la démocratie que Dieu leur a donnée aussi.

S. K. : Oui.

D. T. : Donc ils sont nationalistes.

S. K. : Les Américains sont nationalistes.

D. T. : Je voulais poser une autre question. Vous n'avez pas prononcé le mot d'écologie. Justement, si on raisonne en termes géopolitiques, on ne peut plus analyser un problème comme, par exemple, l'aéroport de Notre Dame des Landes. Parce que soit on respecte la nature telle qu'elle est, donc les zones humides, soit il faut absolument faire baisser le chômage et produire quelques emplois et faire un aéroport. Et on n'a rien entre. C'est à dire que si on va dans un constructivisme, une idéologie qui domine, surtout à France Culture, l'homme fait ce qu'il veut, il a fait les paysages, il fait tout, il peut faire des aéroports là, il peut en faire un autre à côté, faire la ville à la campagne et la campagne à la ville. Et puis à côté, les autres, qui disent la nature, rien que la nature, on ne touche à rien. Il n'y a plus d'entente possible sinon la guerre, comme il y a eu à Notre Dame des Landes. Qu'est-ce qu'il a à dire le géographe là-dedans ?

H. F. : Je prends la parole. Il y a eu une très très bonne formule dans votre dernière émission. Je ne sais plus qui a dit : « Il n'y a plus de ville, c'est la nature ordonnée. » J'ai trouvé que c'était une magnifique formule. L'idée de séparer la ville de la nature, ce n'est pas vraiment pertinent. La ville, c'est une expression de la nature.

Alain Guignard : J'avais une question assez précise sur Mayotte. Si toutefois vous connaissez la réponse.

S. K. : Posez déjà la question.

A. G. : Est-ce que vous connaissez les véritables raisons qui ont conduit le gouvernement à attribuer le statut de département à l'île de Mayotte ?

S. K. : Je ne connais pas la raison. Mon hypothèse, mais je ne l'ai pas vérifiée, c'est que le fait que Mayotte fasse partie de la France est quand même très contesté. On était dans une situation, j'allais dire « coloniale » et cela prête à confusion, disons que le fait de faire de Mayotte un département c'est donner à Mayotte non seulement un statut mais une place équivalente à celle de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, et donc, encore une fois je n'ai pas vérifié mais c'est mon hypothèse, c'est une manière, espère le gouvernement français, la représentation nationale française, de couper court à la contestation. C'est une espèce de prise de guerre. Vous voyez bien que s'agissant de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, des Antilles française, et même de la Guyane, il n'y a plus aucune contestation. Et même la Nouvelle Calédonie aujourd'hui, le gouvernement de l'époque avec Michel Rocard a fait en sorte - même s'il y a le référendum à l'horizon – aujourd'hui la France n'est plus embêtée par personne à l'ONU en raison de la Nouvelle Calédonie. Mon hypothèse, ça serait ça, sinon la raison au moins une raison importante, de la départementalisation de Mayotte. C'est une manière de dire Ecoutez, Mayotte fait partie de la République française donc ce n'est pas du tout comparable à une situation coloniale.

H. F. : Cela a des inconvénients terribles. Cela oblige à appliquer les lois de la République à un pays qui n'est pas prêt à le faire, où il y a de la polygamie.

S. K. : Oui, c'est compliqué.

D. T. : Et ma question sur l'écologie et Notre Dame des Landes ?

H. F. : Allez-y.

S. K. : Je suis très heureux de votre question parce qu'il me semble que, à son échelle et à sa place qui n'est que ce qu'elle est mais qui a le mérite d'exister, *Planète Terre*, avec d'autres évidemment, essaie de générer un espace de

réflexion, parfois de réponse, nécessaire entre la géopolitique et l'écologie. Il est vrai que tout à l'heure j'ai essayé de défendre l'idée que *Planète Terre* n'était pas une émission de géopolitique mais une émission de géographie, et donc qui pouvait incorporer des thèmes géopolitiques. Je pense que l'un des intérêts de la géographie, il y a un propos dans l'une de mes émissions, les gens viennent écouter les invités, et ce que j'espère c'est amener à la radio des gens qui ont des choses formidables à dire et qui, grâce à la radio, vont pouvoir s'adresser à un public beaucoup plus large que les sept cents lecteurs d'une revue scientifique ou que leur sept cents étudiants. Et donc un jour, j'ai eu, c'était pour moi un grand bonheur, je veux parler de Pierre Hassner, car j'ai énormément d'estime voire d'admiration pour lui et je me demandais comment j'allais faire pour l'inviter parce que a priori il est quand même assez loin des sujets de *Planète Terre*. Un jour j'ai fait une émission sur l'Afrique « Pourquoi y a-t-il tant de guerres en Afrique ? » et je me suis dit « je vais réussir à inviter Pierre Hassner » et, en grand Monsieur qu'il est et très rusé par ailleurs, il a dit « Merci beaucoup mais ce n'est pas mon sujet ». C'est quand même pas mal des gens comme ça. Pierre Hassner est vraiment un grand Monsieur car quand il pense que ce n'est pas son sujet, il ne vient pas.

Mais, un jour, cette année, j'ai eu l'immense plaisir que Philippe Descola accepte de venir sur mon plateau à *Planète Terre*. J'ai toujours un peu le trac avant l'émission, ma voix tremble un peu, je ne sais pas si cela s'entend, mais quand j'ai invité Philippe Descola je peux vous dire que je n'en menais pas large. Je me disais : je vais déraper, je vais me planter, il va me reprendre, et puis je ne savais pas s'il était gentil, pas gentil, généreux, pas généreux. On ne sait jamais. On imagine bêtement que les plus grands sont les meilleurs et sont les plus indulgents. Ce n'est pas toujours le cas.

Pendant l'émission, je l'interroge sur la question qui vous préoccupe : « Vous n'avez pas le sentiment que dans l'écologie il y a un côté idéologique, un peu dur, et comment est-ce qu'on pourrait faire pour avoir davantage de lieux et d'espaces pour permettre aux gens de penser l'articulation entre nature et culture ? » Et là, il dit à l'antenne, en direct : « Eh bien, vous savez, il y a une chose à faire : il y a trois disciplines importantes qui devraient être enseignées au collège et au lycée. Ce sont l'écologie scientifique, l'ethnographie et la géographie, parce que vraiment, heureusement qu'il y a les géographes pour faire ça. »

Je peux vous dire que j'étais heureux. On aurait pu me dire « Voilà, l'émission s'arrête, c'était la dernière, » j'aurais été malheureux mais j'aurais pu partir l'âme en paix. C'était une des réponses données par Philippe Descola : il faut créer le plus possible de champs, ou de discussions, de réflexions. Et il est vrai que, même si cela fait l'objet de nombreuses controverses, vous avez maintenant dans les programmes scolaires quelque chose qui s'appelle « l'éducation au développement durable ». Je sais bien qu'il y a des écologistes, au sens scientifique du mot, et des géographes qui contestent la notion même de développement durable, mais ce n'est pas grave, cela fait partie de la discussion. Et il se trouve que l'enseignement du développement durable se fait dans le cadre des heures de géographie. A l'école, que ce soit dans le primaire ou dans le secondaire, la réflexion sur la question que vous posez est plutôt portée par la géographie.

D. T. : Mais l'histoire peut aider, non ? Les civilisations qui ont disparu après des excès d'utilisation des ressources, les mers qui disparaissent en Union Soviétique, Tchernobyl, les détournements de fleuves en Chine ?

S. K. : Bien sûr.

H. F. : Je voudrais vous poser une question absolument impossible. Parce qu'elle voudrait dire « répondre à la place de quelqu'un d'autre. » Nous parlions tout à l'heure du nationalisme. Je dois dire que je ne comprends rien au nationalisme de Poutine. Je pense que n'importe quel Russe qui aurait un minimum de bon sens mettrait le nationalisme non pas au niveau de la Russie mais au niveau du monde slave et orthodoxe, ou même au-delà. C'est tout le contraire que fait Poutine puisqu'il persécute tant qu'il peut des pays qui sont slaves et orthodoxes. Je n'y comprends rien. Vous ne pouvez pas être à la place de Poutine…

S. K. : Dieu merci.

H. F. : … mais vous pouvez essayer de comprendre ce qu'en pensent les gens en Russie qui ont un minimum de pensée ?

S. K. : Il y a un livre paraît-il formidable que je n'ai pas encore lu mais bientôt.

H. F. : Je l'ai lu, formidable, formidable : *Dans la Tête de Vladimir Poutine*, (de Michel Eltchaninoff, Actes Sud.)

S. K. : Il n'y a pas un élément de réponse là-dedans ?

H. F. : On se dit qu'ils sont fous. Il a été chercher les plus dingues dans la littérature de la Russie. Des gens qui parlent de rayons cosmiques, des délires complets. J'aurais dû vous l'apporter, ce livre. Je le distribue autour de moi tellement il est important ! Pourquoi ressusciter des auteurs complètement dingues, siphonnés, alors qu'ils ont les plus grands auteurs du monde ? Ils ont Tolstoï, ils ont Dostoïevski, et les auteurs qui sont bons ils les détournent. C'est une folie. Qu'est-ce que ça va donner ?

S. K. : Vous savez que Marie Mendras, spécialiste de la Russie, a écrit récemment un gros bouquin

dans lequel elle dit que la Russie est un Etat faible. Ca paraît paradoxal. Certains d'entre vous se rappellent peut-être d'une formule que moi j'adore utiliser avec mes étudiants, c'est l'image qu'a utilisé en son temps Helmut Schmidt, quand il était Chancelier de la RFA, - vous savez que c'est toujours le nom officiel : République Fédérale d'Allemagne – il est vrai qu'on dit rarement République Française - il faudrait vérifier sur les timbres allemands s'il est écrit BRD, Bundes Republik Deutschland. Donc, Helmut Schmidt avait dit : « L'Union Soviétique, c'est la Haute Volta avec l'arme nucléaire. »

H. F. : Il y allait fort !

S. K. : Avant le Burkina Faso. C'est vraiment une autre époque. En fait, Helmut Schmidt avait compris quelque chose que nombre de ses contemporains n'avaient pas compris, à savoir que l'URSS était déjà un Etat faible, contrairement à ce qu'on pouvait croire. C'était une sorte de simple vitrine.

H. F. : Il n'y a pas d'industrie. Vous allez chez un quincailler, il n'y a que des produits chinois. Zéro produits français, zéro produits russes.

S. K. : Bien sûr. La Russie est aussi devenue un Etat rentier, comme l'Arabie Saoudite, comme l'Algérie. Evidemment, le problème c'est qu'ils ont toujours, à la fois l'idéologie impérialiste nationaliste, et toujours cette armée et cette arme nucléaire.

H. F. : Un impérialisme contre-productif !

Anne-Marie Petit : La géographie fait référence à l'espace, quand même, Yves Lacoste disait que la géographie ça sert aussi à faire la guerre. Ce qui m'inquiète c'est cet espace invisible créé par les ordinateurs et surtout celui utilisé par les transactions financières. Quel espace pour ces transactions financières ? J'ai lu le Livre noir des banques mais les banques ne sont pas les premiers acteurs. Mireille Delmas Marty a fait des listes. Elle dit que ce qui rapporte le plus c'est en premier le crime, ensuite la prostitution, la drogue, les trafics d'êtres humains et animaux. Les transactions financières ne viennent qu'en sixième position, le travail en septième, en cinquième ce sont les jeux. Donc, des géographes, vous-même, pourriez-vous vous intéresser à cet espace, celui de l'argent financiarisé, de New York à Bangkok, en passant par Singapour ?

H. F. : Anne-Marie, il y a eu de très bonnes émissions sur le sujet.

A-M. P. : Oui, mais le mercredi, je ne peux pas écouter. Est-ce que vous avez déjà traité le sujet ? Est-ce qu'il y a un mot pour traduire ? Géo-économie ?

H. F. : Géographie de la mafia ?

S. K. : Ce n'est pas parce que c'est dématérialisé que vous n'avez pas des flux, financiers évidemment, mais aussi des flux d'informations. D'un ordinateur à l'autre, d'une bourse à l'autre, des ordres sont passés, ça crée des effets de concentration, quelque chose qui a été très bien montré par ceux qui comme moi sont fans de Batman. Pour ceux qui ont vu le troisième opus de la trilogie, celui de Nolan, sur Batman, vous voyez comment les Méchants prennent Wall Street. C'et un peu binaire mais j'étais fan de la BD avant les films, et je le suis resté. Ils prennent Wall Street, c'est tout. Et en prenant Wall Street, ils mettent la main, de manière symbolique mais en même temps bien réelle, sur un tas d'or, en fait sur les transactions financières. Si vous prenez possession des très grandes bourses du monde, vous manipulez les transactions financières, vous manipulez les cours, et vous pouvez vous enrichir très vite.

A-M. P. : C'est de la géographie ou de l'ethnographie ?

S. K. : De la géographie parce que ce dont je parlais c'est du fait qu'il y a certains lieux qui sont vraiment des centres, des têtes de réseau si vous voulez. Par ailleurs, c'est également un espace qui se caractérise par sa très très grande co-présence. C'est à dire que quel que soit l'endroit où vous êtes dans le monde vous vous retrouvez connecté, en l'occurrence par le biais des transactions, et à une vitesse extrêmement rapide, avec des gens qui sont vos homologues, parfois à des milliers de kilomètres de vous. Je me rappelle avoir invité deux experts – Maude Sainteville et Olivier Crevoisier, qui est chercheur à Neuchâtel – je n'arrive pas à me souvenir du nom de l'autre invité ce jour-là, mais il avait montré comment les transactions financières, ou ce qu'on appelle au Royaume Uni l'industrie financière, représentent jusqu'à dix pour cent de la richesse britannique, et jusqu'à quinze pour cent des emplois du Grand Londres. Là vous avez une matérialité de ce dont vous parlez. Vous changez d'échelle. Il y a l'échelle locale et vous pouvez encore changer d'échelle et montrer comment l'aménagement de la ville de Londres est pour partie structuré par le poids économique, pour le coup, de la City. Les gens qui ont travaillé, j'avais fait une émission là-dessus, sur l'aménagement urbain de Londres vous expliquent bien comment vous avez à la fois une société très internationale à Londres, parce que vous avez des gens du monde entier qui viennent faire leurs affaires à Londres, qui ont leur sièges sociaux, et après ces gens-là investissent dans Londres. Un peu comme les mécènes du temps des marchands italiens. Et un des succès des Jeux Olympiques de Londres, ça a été la manière dont un certain nombre de grands entrepreneurs, qu'ils soient financiers ou non, banquiers ou non, pour la plupart des non Britanniques installés à Londres en raison du poids de la City, comment ils ont décidé, par exemple, de construire la fameuse tour, The Shard. Ils ont profité des Jeux Olympiques de Londres pour dire :

« Eh bien nous on va financer et créer telle tour, tel bâtiment, on va financer telle innovation architecturale. »

H. F. : Est-ce qu'il faut s'en étonner ? Moi je ne crois pas.

S. K. : Non.

H. F. : L'idée de gagner de l'argent sans se fatiguer, en jouant sur des clics et en ayant un peu de chance, je crois que c'est une idée très répandue…

C. G. : Sans se fatiguer mais en dépensant quand même beaucoup d'énergie.

H. F. : Sans pousser un lourd chariot… Beaucoup de questions. Hubert ?

Hubert Liénard : Votre émission est en partenariat avec *Carto*. Comment ça s'établit ? Et deuxième question, complémentaire : l'audience, avec les podcasts ou pas ?

S. K. : Sur *Carto* C'est un bimestriel, six parutions par an. Ils sont à l'origine de l'initiative de la démarche, moi ça m'a paru assez naturel. C'est une formule assez légère. Idéalement, il faudrait qu'on détermine ensemble et en amont le thème sur lequel on va faire quelque chose ensemble. Mais, ils ont leurs contraintes et dans les faits *Carto* m'envoie en amont le sommaire des prochains numéros et là je regarde s'il y a selon moi matière à émission dans leur futur sommaire. Ce qui veut dire que, en fait, on a un partenariat très souple parce qu'il arrive parfois que je dise « ça ne colle pas du tout, je ne vois pas » et, dans ces cas-là on ne fait pas. Nous fonctionnons de manière très pragmatique et assez peu institutionnalisée.

S'agissant de l'audience, nous n'avons – en tout cas, moi je n'ai pas – les chiffres de l'audience que quart d'heure par quart d'heure, toute la semaine. Donc en clair, on ne peut pas savoir. Je sais, je peux vous dire l'audience moyenne à 14 heures, de 14 heures à 15 heures, du lundi au vendredi, on doit être à 90.000 en ce moment, mais je ne peux pas vous dire « le lundi à 14 heures, le mercredi à 14 heures, le vendredi à 14 heures ». Je n'ai pas les chiffres. Et à ma connaissance, Radio France ne les a pas, parce que ça coûterait beaucoup plus cher et puis que, ça ne vous a pas échappé, France Culture doit être à peu près la seule chaîne du groupe Radio France à avoir encore, dans certaines tranches, de moins en moins, des variations quotidiennes et donc ce type d'étude, à France Inter ça n'existe pas. Sur France Musique ça a longtemps existé et c'est peut-être un peu revenu avec la nouvelle grille…

H. F. : Hélas, hélas !

S. K. : … mais sur Culture maintenant je crois qu'il n'y a plus que la tranche de 14 heures, la tranche de 15 heures, la tranche de 23 heures où vous avez en fait une déclinaison différenciée par jour. Toutes les autres tranches, parfois du lundi au jeudi seulement, mais c'est pour un seul animateur. Donc moi je n'ai que les chiffres pour la tranche « sciences », je n'ai pas les chiffres pour *Planète Terre*. Avec les podcasts on peut comparer les chiffres, l'émission la plus podcastée, par chaîne, dans le groupe. Pour vous dire que là j'ai des chiffres et je vais voir si vous vous intéressez aux chiffres des podcasts : *Planète Terre*, en ce moment, on est à 45.000 podcasts par mois.

H. F. : Bravo !

D. T. : Adèle Van Reeth fait plus, après il y a Thierry Garcin.

S. K. : Attention, Adèle Van Reeth et Thierry Garcin, ce sont des quotidiennes.

H. L. : Il faudrait comparer avec *Culture d'Islam*, par exemple.

S. K. : De tête, *Culture d'Islam* doit être à 65 – 70.000, je pense. A vérifier.

D. T. : Et on nous dit que c'est secret, les chiffres ?

S. K. : Voilà qui est assez rigolo. Le secret.

D. T. : *L'Esprit public* fait plus.

S. K. : Alors, *l'Esprit Public*, là c'est pareil, je vous dis cela de tête…

D. T. : C'est secret.

S. K. : Non non, pas du tout. Pour moi c'est juste que, par moments, on ne sait pas pourquoi, la direction, je dirais même « les » directions, il arrive des moments, quelle que soit la direction, où le relevé des podcasts est envoyé à tous les producteurs. Il arrive des moments, vous ne savez pas pourquoi, où le relevé des podcasts n'est pas envoyé aux producteurs. Il arrive des moments où on dit aux producteurs : « Voilà ton chiffre. » Il arrive des moments où chaque producteur reçoit un mail avec le chiffre de tous les podcasts de Culture.

H. L. : Mais il y a aussi les écoutes par ordinateur.

S. K. : Oui, ça c'est du streaming.

H. L. : Est-ce que c'est pris dans le décompte ?

S. K. : Non.

H. F. : Moi je ne suis pas intéressé par le podcast puisqu'on a mille jours pour écouter.

S. K. : En effet.

H. L. : Je vais consulter le site de *Planète Terre* et j'ai tellement d'informations sur votre page que je les copie et ensuite je travaille avec. Donc c'est quelque chose qui vous apporte énormément, de l'audience.

S. K. : Là, c'est les clics sur la page. On peut s'amuser à comptabiliser les clics sur la page, ça peut se faire mais cela fait beaucoup de données à

collecter. Est-ce que, parmi vous il y en a qui n'ont pas le temps, le loisir d'écouter les podcasts qu'ils téléchargent, quelle que soit l'émission ?

H. F. : Il y a beaucoup de gens qui ne sont pas connectés. Rose ?

R. P. : Voilà la question que je voulais vous poser : étant donnée la variété, la complexité des thèmes, je me dis mais comment fonctionne son esprit ? Pour traiter un thème, une thèse, il faut dix ans. Comment vous faites ? Votre curiosité, comment est-elle titillée, comment allez-vous vers vos différents thèmes ?

S. K. : D'abord, évidemment, je suis aidé et servi par le domaine académique dans lequel j'enseigne. Si on me demandait de faire une émission de science physique, par exemple, j'aurais beaucoup moins d'idées. C'est un premier élément de réponse : j'ai un background, une culture qui marche un peu toute seule. Et évidemment, je l'entretiens comme n'importe qui dans son domaine d'appétence. Je lis, je me documente énormément mais je le faisais déjà avant de faire *Planète Terre*, et je continue. Ce que je fais maintenant, de manière peut-être plus systématique, je fais un peu de veille, par exemple du côté de revues ou de sites dont je sais que ça peut m'aider. Je vais vous donner un exemple qui me vient là, qui est peut-être un peu extrême, mais pour répondre à votre question : il y a un site que j'aime beaucoup, même si je ne peux pas m'en servir tout le temps, qui s'appelle *Carnets de Géographes*, un site qui a été monté par de jeunes géographes, doctorants, qui sort six numéros par an, peut-être quatre. C'est peu mais quand ils sortent un dossier c'est à la fois très bien fait, souvent évidemment ça renouvelle un peu les choses puisque ce sont des doctorants, ou des gens qui viennent de terminer leur thèse, donc ils sont sur des sujets qu'ils défrichent. Cet exemple-là, vous pouvez le multiplier, disons, par dix.

Et puis, il y a quelque chose de nouveau par rapport à 2006 dont je me sers beaucoup, les réseaux sociaux et notamment Twitter dont j'ai découvert un jour, il y a trois ans maintenant, qu'il était un formidable apporteur d'informations. Ce que je ne pensais pas. Je pensais que Twitter c'était un truc de bavards, un peu le café du commerce. On m'a convaincu que c'était bien d'y être, pour l'émission. J'ai fini par y aller et là j'ai découvert qu'en fait il y a des tas d'acteurs du monde scientifique, journalistique, de tout un tas de sphères, qui utilisent Twitter, en fait, pour échanger de l'information. Par exemple, il y a des tas de revues, de centres de recherche qui ont un compte Twitter et qui simplement postent des liens vers le dernier article, le dernier numéro, le dernier ceci, le dernier cela. On voit passer ainsi pas mal de choses. Au début on est un peu perdu et puis à la longue on classe. Finalement, je fais pas mal de veille. Deuxième élément de réponse.

Il y en a un troisième : à un moment donné, je m'étais dit mais c'est moins le cas depuis que l'émission est passée à une heure parce que, vous l'avez constaté, depuis que l'émission est passée à une heure je suis vraiment sur l'échelle globale, mondiale, mais il fut un temps où je me disais, bon, je vais essayer de faire tourner une émission de géographie physique (j'inclus l'environnement, le climat), je fais un peu d'épistémologie, le point sur une grande notion, je fais une émission qui soit en écho avec une actualité éditoriale, et puis je fais une émission qui soit en écho avec un problème d'actualité. C'était un peu informel mais j'avais une espèce de canevas. Par rapport à l'actualité éditoriale, quand j'avais l'impression qu'un bouquin sortait qui était un peu différent, qui apporte quelque chose, j'allais voir si je ne pouvais pas inviter l'auteur, classique, et puis par rapport à l'actualité, je vous avoue que je n'ai pas trop de mal. C'est même plutôt un peu l'inverse, il faut que j'essaie de ne pas trop coller à l'actualité parce que c'est vrai que je pourrais faire trois émissions sur quatre de *Planète Terre* qui soient en écho à l'actualité, et à ce moment-là je pense que je perdrais – à vous de me dire ce que vous pensez, c'est pour vous que nous faisons les émissions – je pense que si je collais trop à l'actu je perdrais un peu de cette diversité thématique qui a l'air de beaucoup vous plaire.

H. F. : Je vais poser une question qui va peut-être vous étonner : quels sont les meilleurs journaux ?

S. K. : Vous voulez que je vous réponde comme producteur de Planète Terre, comme prof ou comme citoyen ?

H. F. : Je ne sais pas, ceux que vous lisez, par exemple ?

S. K. : Vous avez raison de reformuler comme cela, j'y arriverai mieux. Il y a un journal auquel je reste fidèle et abonné dans sa version électronique, que je ne lis plus qu'ainsi, c'est *Le Monde*. Pour autant, je ne dirais pas que c'est mon bon journal rêvé. Mais je le lis parce que je trouve que c'est quand même un des journaux les plus fiables. C'est un peu par périodes, mais j'aime bien le *New York Times*, je ne sais pas trop à quoi ça tient, mais il y a des moments où je feuillète, et comme je n'ai pas envie de m'abonner au *New York Times*, de toutes façons je suis limité à dix articles par mois, donc je dois faire attention parce que si j'ai épuisé mes dix articles en une semaine, plus de *New York Times* avant la fin du mois. Ensuite, ce n'est pas vraiment un journal mais le site internet de la *Deutsche Welle*, en anglais car malheureusement j'ai perdu mon allemand, hélas, je trouve que le site de la *Deutsche Welle* est très pratique parce qu'ils font de très bons articles, très synthétiques, factuels, et de temps en temps ils font intervenir un expert qui fait des bons papiers, et puis ça change un peu de tous nos experts franco-français, ou même américains, ça j'aime bien. Je le lis régulièrement.

Dans le même genre, même si je ne le fais pas systématiquement, mais en cas de besoin, je trouve que *Reuters* fait des bons papiers. Je lis beaucoup le *Guardian*, parce que finalement je trouve que le *Guardian*, sur les sujets « monde », est bon.

H. F. : *Le Figaro* ?

S. K. : Rarement. J'allais dire deux choses contradictoires. J'allais dire que dans l'ensemble la ligne du *Figaro* est trop orientée par l'idéologie, et pourtant j'ai beaucoup de plaisir en ce moment à lire *L'Opinion* qui a une ligne idéologique qui se défend. Ce qui me gène dans *Le Figaro* – pas d'un point de vue moral, soyons très clair – quand je lis les articles ça m'ennuie un peu, mais la même caractéristique qui fait que je m'ennuie un peu quand je lis *Le Figaro* fait que je ne m'ennuie pas du tout quand je lis *L'Opinion*.

D. T. : Ils prétendent moins à l'objectivité ?

S. K. : Je trouve que *L'Opinion* a un côté impertinent que n'a plus *Le Figaro*. Après, évidemment, ils ont une ligne libérale, ils sont « madelinistes » même si aujourd'hui Madelin n'a plus personne qui s'y réfère. Et je lis aussi pas mal – c'est pareil, ça dépend aussi si le journal me tombe sous la main, parce que ces journaux sont payants sur internet et je ne peux pas m'abonner à tous les journaux – j'aime bien *Les Echos*. Sur l'information générale et politique, ils font des trucs très courts, très synthétiques, et c'est très pratique et je trouve quand même que sur l'information économique c'est utile. Je trouve, à l'inverse, que *Le Monde* ou le *Guardian* ne parlent pas assez d'économie. Tandis qu'avec *Les Echos* on comprend bien, disons le rachat de SFR par Drahi. Avec Les Echos on comprend tout de suite comment ça va avoir un impact à la fois social, politique, géopolitique alors que je trouve que *Le Monde* est moins clair.

H. F. : Et les sites comme *Telos*, *Atlantico* ?

S. K. : Alors, *Telos*. J'ai beaucoup lu à une époque. Mais depuis qu'ils ont fermé, même s'ils ont réouvert aujourd'hui, j'ai perdu l'habitude. J'aimais bien Zaki Laïdi, j'aimais bien sa vision d'ensemble, mais ce n'est plus lui qui fait *Telos* maintenant et je n'y suis pas retourné. Vous avez raison, peut-être que c'est de nouveau très bien. *Atlantico* est devenu payant. Moi j'aimais bien plutôt *Slate*.

H. F. : Jean-Marie Colombani ?

S. K. : Oui. J'aimais bien *Slate* parce qu'ils avaient souvent des papiers décalés. On ne peut pas tout lire. Mais depuis, j'ai découvert une application qui s'appelle *Flipboard* et qui permet de composer ses propres magazines en ligne. Elle fonctionne comme une espèce de portail géant d'accès à tous les sites et à la presse et à vos propres comptes. Vous pouvez feuilleter votre propre fil *Twitter* et votre propre compte *Twitter*, c'est à dire tous les gens auxquels vous êtes abonné – moi, je suis suivi par 985 personnes – c'est du déclaratif, ce n'est pas parce qu'ils me suivent qu'ils regardent mon compte. Je suis abonné à 580 comptes *Twitter*, je ne vais pas pour autant regarder le compte des 580 chaque jour. Mais, avec *Flipboard* vous pouvez feuilleter votre propre compte *Twitter* et le fil *Twitter* de chacun de ceux que vous suivez comme un journal, en tournant les pages, numériquement. Et vous pouvez en faire autant avec n'importe quel journal, c'est assez génial. Et surtout, avec *Flipboard* vous pouvez composer vos propres revues de presse – moi, j'ai deux revues de presse et j'ai 3.000 lecteurs par revue de presse qui ne sont pas forcément les mêmes – j'en ai une sur l'Europe, une sur le Moyen-Orient, et je vais feuilleter les revues de presse des autres – il y en a énormément, vous imaginez, chacun d'entre vous pourrait composer sur *Flipboard* sa revue de presse sur les thèmes qui l'intéressent. C'est comme cela que j'ai découvert l'existence de tout un tas de journaux qui sont en ligne, qui sont parfois au départ des journaux papier, dont je ne connaissais pas l'existence. J'ai découvert, par exemple, le *Globe and Daily Mail*, un journal canadien qui, notamment sur l'Europe, sur l'Euro et sur la Grèce, sort des trucs que je ne trouve nulle part ailleurs et que j'aime beaucoup, en tout cas sur ces sujets-là. J'ai découvert des journaux américains dont je ne souviens même plus du nom, parce que je tombe dessus régulièrement dans telle ou telle revue de presse sur l'Europe.

Tout cela pour vous dire que j'ai un peu laissé tomber *Slate*, *Rue 89*, *Atlantico*, parce que, évidemment, les journées n'ont que 24 heures et je ne peux pas passer mon temps à lire la presse même si vraiment j'adore ça.

Question : Juste une question très ponctuelle, si vous permettez, la *Deutsche Welle* : en quoi change-t-elle par rapport aux journaux français ? Et d'après votre ton, c'était en bien.

S. K. : Oui, la *Deutsche Welle*, je parle de son site. D'abord, c'est très intéressant parce que, comme la BBC, ils ont un site dédié à l'Afrique. C'est toujours très bien pour s'informer sur l'Afrique de ne pas passer par des journaux français. Encore que… Vous savez que *lemonde.fr* a ouvert *lemondeafrique.fr* qui pour autant que j'ai pu le voir est un bon canard, qui n'existe que sur internet. Vous avez également un « Slate Afrique », maintenant ils ont des problèmes d'argent mais pendant deux ans il était vraiment très bon. La *Deutsche Welle* a une édition dédiée à l'Afrique, une édition francophone.

Q. : Ils sont moins émotionnels que les supports français.

H. F. : Ils sont très calés, les Allemands sur l'Afrique, ils sont vraiment formidables.

S. K. : Oui, pour moi le site de la *Deutsche Welle* – celui qui est en français est pas mal dédié aux

affaires africaines, celui qui est en anglais est vraiment dédié au monde – quand ils parlent de l'Europe, évidemment, moi qui m'intéresse vivement à l'Europe, j'ai besoin d'avoir pas seulement les analyses des journalistes français, au-delà du fait qu'elles sont biaisées pour un certain nombre de raisons. Du coup j'ai oublié de vous dire qu'il y a deux sites que je consulte énormément, ce sont *Eurotopics* et *Eurobox*, qui sont des revues de presse, de la presse européenne…

H. F. : Cela fait des centaines d'heures, tout ça !

S. K. : Et, il y avait un truc génial qui malheureusement a fermé, le nom m'échappe mais peu importe. Donc, la *Deutsche Welle* c'est comme une agence de presse, aussi efficace que Reuters ou que l'AFP, mais je trouve que Reuters est meilleur que l'AFP, et je trouve que la *Deutsche Welle*, ce n'est pas qu'elle est meilleure c'est qu'elle me paraît factuellement plus précise, dans l'ensemble, et ce n'est pas le même angle. C'est un peu comme RFI, moi j'écoute beaucoup RFI. Quand vous écoutez RFI vous entendez clairement que vous n'écoutez pas une chaîne d'information de Radio France, même si j'aime beaucoup les journaux de la rédaction de France Culture. *Deutsche Welle* va s'intéresser à des sujets que je ne vais pas forcément trouver, ou alors seulement deux jours plus tard, sur *Le Monde* et, comme je disais, quand ils invitent leurs propres experts, pour le coup, ça nous change des experts français. Quand un universitaire allemand vous parle de l'Opération Serval ou du massacre de l'église de Charleston, c'est un universitaire allemand, il n'a pas tout à fait le même background, les mêmes outils intellectuels que ses homologues français.

Q. : C'est plus sec ?

S. K. : Non, pas du tout, c'est un autre éclairage. C'est juste que ça change.

Q. : La diversité européenne.

S. K. : Voilà.

Q. : Avez-vous des retours qui nous donnent quelques indications sur les auditeurs de l'étranger ?

S. K. : Malheureusement, j'en ai mais qui sont à la fois très ténus. J'utilise un site qui s'appelle bit.ly et qui permet de raccourcir les adresses URL d'une page internet. Quand par exemple vous envoyez à un ami, un collègue, « as-tu lu tel article ? je te l'envoie par internet », vous allez copier-coller dans votre mail l'adresse de la page qui fait entre 49 et 352 caractères. Bit.ly est un site dont l'unique fonction consiste à transformer cette adresse qui fait entre 50 et 350 caractères en une adresse URL de 8 caractères.

Q. : Ça marche quand même ?

S. K. : Mais oui. Donc, par exemple, quand vous voulez envoyer un lien, même avec un Smartphone, par SMS, c'est beaucoup plus pratique d'avoir ça et quand vous twittez, si vous mettez une adresse internet normale ça vous bouffe tout. Avec le lien bit.ly, ça va. Et, le deuxième avantage des liens bit.ly, tellement facile d'accès, vous avez des statistiques. Donc le site bit.ly vous dit combien de fois votre lien a été cliqué. J'ai la réponse à votre question. Par exemple, j'ai une liste qui s'appelle « géotamtam » qui comprend 3.000 abonnés, de fanas de géographie, en général plutôt des profs ou des doctorants, et quelques étudiants. De temps en temps j'envoie un mail pour signaler que l'émission de cette semaine portait là-dessus et j'envoie le lien bit.ly, ou quand je twitte, l'émission *Planète Terre* d'hier portait là-dessus, voilà le lien, vous pouvez cliquer pour avoir le podcast. Après, j'ai les statistiques. Elles sont toujours très faibles parce que j'ai entre 50 et 150 personnes qui passent par ça mais au moins j'ai les stats. Je peux voir, sur les cent personnes qui ont cliqué, combien habitent en France et combien ont cliqué depuis un autre pays. C'est très ténu comme indice et prenez-le comme une indication au « doigt mouillé » pas comme un résultat scientifique. Je dirais que 85 pour cent des internautes auditeurs sont en France, disons une écrasante majorité pour éviter les chiffres approximatifs, une minorité non négligeable vient d'ailleurs avec une légère sur-représentation de la Belgique, de la Suisse et parfois du Maroc, et ensuite une distribution assez homogène entre des gens qu'on peut trouver un peu partout, au Brésil, aux Etats-Unis, au Canada, au Japon.

H. F. : Puisqu'il n'y a plus de question, nous allons mettre fin à cette très intéressante conversation qui nous a passionnés et réjoui le cœur. Nous sommes extrêmement heureux de vous avoir rencontré.

S. K. : Moi aussi.

H. F. : Et on vous écoutera avec encore plus d'intérêt.

S. K. : Merci.

Applaudissements nourris.

❖ ❖ ❖

ASSEMBLEE GENERALE DE L'ASSOCIATION

Samedi 9 avril 2016

Ce samedi 9 avril 2016, 18 adhérents sont présents à l'Assemblée Générale ordinaire, dûment convoquée au 5 rue Perrée, dans le 3e arrondissement de Paris. Par ailleurs, 33 votes par correspondance sont arrivés au siège, 5 rue Perrée, et 12 procurations ont été enregistrées.

La séance est ouverte à 14 heures.

Le Président sortant, Henry Faÿ, présente le rapport moral de l'année écoulée depuis la dernière assemblée, le 21 mars 2015. Activité habituelle, nous avons reçu trois invités à déjeuner : Sylvain Kahn, Sonia Kronlund et Etienne Klein et avons publié deux Bulletins. Les faits marquants furent la grève, événement très inhabituel à France Culture mais riche d'enseignements, et le décès d'une de nos anciennes adhérentes, Françoise Legré-Zaidline. Le président Faÿ souligne combien les grévistes ont affirmé les mêmes inquiétudes que celles que nous portons depuis des années sur l'évolution de la chaîne, et que nous avons retrouvées dans les déclarations de Philippe Meyer, entre autres. Le président Faÿ termine son commentaire en reconnaissant volontiers que notre association souffre d'un nombre insuffisant d'adhérents et qu'il conviendrait sans doute de remettre en fonctionnement une procédure d'adhésion par internet.

La Trésorière, Danièle Tisserand, commente ensuite les comptes de l'exercice écoulé. La perte, au demeurant légère, naît d'une participation plus nombreuse aux déjeuners-rencontre car l'Association règle 10 euros par repas (qui viennent compléter la participation des adhérents fixées à 30 euros par personne) et de la gerbe de fleurs que nous avons commandée pour les funérailles de Françoise Legré-Zaidline. Reste la question et du nombre d'adhérents (nombreux sont ceux qui cotisent une année sur deux) et du montant de celle-ci. Une motion séparée sera proposée sur le sujet après le votre sur le quitus à la présidence et aux comptes.

Après quelques échanges

- sur le rôle de l'Association : « auditeurs » et non « amis » de France Culture,
- sur la présence de l'Association dans l'ouvrage « Les 50 ans de France Culture »
- sur l'existence de l'association « Longueur d'Ondes » basée à Brest et qui pourrait faire notre promotion afin d'augmenter le nombre d'adhérents,

l'assemblée passe au vote.

Sur un total de 63 votants (18 présents, 12 procurations, 33 votes par correspondance), le rapport moral et le rapport financier sont adoptés par 57 voix pour, 1 abstention et 5 voix contre.

Deux motions sont ensuite présentées à l'assemblée par notre Trésorière Danièle Tisserand :

1) Montant de la cotisation pour 2016
2) Organisation de « Rencontres-apéro » en sus des déjeuners-rencontre.

Il est proposé trois niveaux de cotisation annuelle : 10€ pour les moins de 30 ans ; 12€ sans envoi du Bulletin sous forme papier (seulement sous forme électronique) ; et 20€ avec envoi du Bulletin sous forme papier.

Il est demandé par certains adhérents présents que de la « publicité » pour adhérer à l'Association soit faite via d'autres associations, comme Longueur d'Ondes (cf. ci-dessus). Il ressort de l'échange que c'est à chacun, selon ses possibilités (professionnelles, familiales, sociales, etc.) de faire du « recrutement ».

La motion 1 est votée à l'unanimité.

La formule « apéro-rencontre » aurait lieu, comme les déjeuners, au François Coppée, dans l'après-midi du samedi, sans doute entre 15h30 et 18h (à confirmer selon disponibilités de l'établissement). Les adhérents à jour de leur cotisation annuelle bénéficieraient d'une boisson gratuite, les autres participants règleraient leur consommation. L'Association prendrait en charge la boisson des adhérents.

Une discussion brève s'instaure sur la désignation de cette manifestation : Tea-time est proposé, puis Thé-rencontre, le terme « apéro » convenant peu à une réunion en milieu d'après-midi.

Le président Faÿ indique que cette formule semblait convenir au même titre qu'un déjeuner à Sandrine Treiner, directrice de la chaîne, bien que le retour attendu pour fixer une date traîne depuis des semaines malgré des entretiens téléphoniques avec son assistante.

Enfin, il est demandé que si cette nouvelle formule voyait le jour, les déjeuners-rencontre ne soient pas pour autant abandonnés.

La motion 2 est votée à l'unanimité sous condition que les déjeuners-rencontre soient maintenus.

Le prochain Bureau devra mettre en œuvre cette nouvelle formule.

L'ordre du jour appelle ensuite l'élection du nouveau Conseil d'Administration. Sept adhérents sont candidats, tels qu'indiqués dans le matériel de vote envoyé à tous les adhérents.

Les pouvoirs sont enregistrés, les votes par correspondance sont décomptés et le scrutin circule. Le dépouillement donne les résultats suivants :

Claude Dehedin	63 voix
Henry Faÿ	55 voix
Claude Gilbert	63 voix
Alain Guignard	62 voix
Laté Lawson	62 voix
Hubert Liénart	63 voix
Mounira Oudina	61 voix

Tous sont donc élus pour une année.

Le débat est ouvert à 15 heures 15 sur les diverses questions qui intéressent les adhérents.

Henry Faÿ confirme que Sandrine Treiner a demandé une rencontre avec les adhérents mais qu'il a du mal à obtenir une réponse et fixer une date.

Chacun des 18 adhérents se présente, puis la discussion s'ouvre.

Le premier point abordé est la manière dont chacun estime la qualité de la chaîne. Faut-il insister sur ce qui va bien, faut-il au contraire s'attacher à ce qui va moins bien ? De manière générale, les anciens adhérents constatent une dérive très nette tandis que les adhérents plus récents (et aussi plus jeunes) apprécient l'état actuel. Tout est affaire de comparaisons (avec le passé, avec l'étranger, avec les autres radios) et de points de vue (goûts littéraires, artistiques, scientifiques, politiques et sociaux). Tous s'accordent sur le fait que France Culture est une sorte d'OVNI dans le paysage audiovisuel, d'une originalité surprenante mais prodigieuse qu'il convient de protéger, mais aussi, et c'en est une conséquence, que cette singularité rend la chaîne très fragile. La possibilité de sa disparition, ou de sa « normalisation » reste très actuelle (comme elle le fut depuis les années 70).

Il est souligné que les intellectuels qui faisaient la chaîne ont été en bonne partie remplacés par des journalistes. Il s'ensuit naturellement un déficit de profondeur historique, de travail sur la durée. Au lieu d'être précises et pointues, les questions deviennent « naïves » et montrent que le producteur ne connaît rien à la question traitée, en quoi il représente un vaste public. C'est toute la question de la vulgarisation qui est ainsi posée.

La question de l'audience et de sa composition fait également l'objet d'échanges assez vifs. La programmation doit-elle être conçue pour attirer davantage de jeunes ? A quel âge « tombe-t-on » dans France Culture ? La chaîne doit-elle devenir une radio pour se distraire, elle qui fut longtemps une radio pour apprendre ? Une fois encore, qualité et quantité sont mises en regard.

Reste la partie « scientifique » qui, semble-t-il et pour le moment, garde une place importante dans les programmes avec des émissions variées et sérieuses. Chacun s'en réjouit.

La nouvelle (et unique) émission littéraire de l'après-midi est bien accueillie, même si elle est coupée en son milieu par une rubrique au demeurant intéressante sur les revues.

Le « saucissonnage » des émissions est ainsi mis en cause, notamment pour Les Matins. Il faut reconnaître que cette méthode correspond parfaitement à l'idée que les auditeurs ne peuvent plus donner leur attention plus de dix minutes d'affilée et que les émissions longues sont vouées à disparaître, quand ce n'est pas déjà le cas.

Les changements d'heure sont également déplorés car, pour beaucoup, la radio reste une sorte de marqueur de l'écoulement du temps de la journée. Reste que l'écoute différée généralisée est en train de modifier en profondeur cet usage « temporel » de la radio, France Culture comprise.

Au-delà du clivage entre « passéistes » et « modernes » finalement assez représentatif de notre société, voire de toute société, il ressort finalement que l'Association apprécie beaucoup France Culture (qui aime bien châtie bien ?) et que si nous voulons continuer à apporter un soutien moral important aux producteurs de la chaîne (qui sont, faut-il le rappeler, l'âme même de France Culture), nous devons veiller à la poursuite de cet outil de culture, précieux et très original, dans son acception la plus haute. Pour y parvenir, nous devons poursuivre notre réflexion sur les arguments à offrir pour la défense et la promotion d'un tel outil, chercher à nous développer (augmentation du nombre d'adhérents et rajeunissement), poursuivre les rencontres, sous forme de déjeuners et d'apéros, avec les producteurs qui apprécient le contact avec des auditeurs réels, et participer individuellement aux diverses émissions en public qui sont proposées tout au long de l'année un peu partout en France.

L'assemblée est close à 16 heures 30.

Le Conseil se réunit à l'issue de l'Assemblée pour élire le Bureau pour l'année 2016, soit :

Président : Henry Faÿ, Secrétaire : Alain Guignard, Trésorier : Claude Gilbert.

Le Conseil demande que ce compte rendu soit publié dans le prochain Bulletin à paraître (74).

❖ ❖ ❖

Tribune des adhérents

Nous avons reçu ce courrier d'un membre de l'Association, accompagné d'un deuxième adressé à Sandrine Treiner avec copie au médiateur. Restés sans réponse, JIER nous a demandé de les publier ; les voici, sans commentaire, mais vos réactions sont les bienvenues.
Nous avons respecté les styles et la ponctuation d'origine.

Chers Amis,

De ma province j'avais un peu oublié l'Association, appelé dans le milieu des années 90 à d'autres fonctions.

Je viens de faire un tour sur le « net » pour me rendre compte de l'intérêt des auditeurs au travers des Assos., qui se préoccupent des radios et particulièrement de F.C. ! Hélas, le peu d'échos rencontrés me navre ! Même « Télérama » (à l'origine « Radio Cinéma ») comme « Le Monde », etc., délaissent la radio.

J'ai relu divers articles et documents, sur les quinze années passées. F.C. se meurt lentement absorbée par le « bling bling » et le « magazine à audience ». Elle imite les radios privées car ses acteurs ne rêvent que d'y partir. La financiarisation et le libéralisme en sont une des causes.

L'excellence de ce que l'on peut trouver sur le net en scellera le déclin définitif.

La dérive a commencé avec la dame L. ADLER et ainsi de suite. Bling Bling, copinage, pseudo modernité se sont installés ! Etc.

Bref suis-je un dinosaure ?

Je vous donne en copie la lettre que j'ai adressée, sous le pseudonyme JIER à la directrice et au médiateur ; sans réponse évidemment !

Bien cordialement et bon courage ; mes Vœux pour 2016.

JIER

Le 30 décembre 2015

Radio France
Madame S. Treiner
Directrice de France Culture
116 quai Kennedy
75220 Paris Cedex 16

Copie au médiateur

Madame,

Nous apprenons, en catimini, que les horaires des émissions scientifiques vont être programmés à une autre heure… passant de 14/15 heures à 16/17 heures !
C'est une habitude à F. C. lorsque des émissions intelligentes s'imposent au public… elles sont déprogrammées ou supprimées… pour essayer de gagner quelques illusoires dixièmes d'audience.
On l'impose, sans consultation des auditeurs et des producteurs. Il va advenir que les auditeurs de F. C. vont virer vers F. I. dès 13h30 et y resteront à 14 heures. J. Lebrun et « La Tête au carré » emporteront l'audience.

Lentement la chaîne vire vers « un généralisme » banalisé, en copiant les radios privées, ou France Inter (en mal, car dans son créneau F. I. est excellente) en quête d'une audience hypothétique. En audience, F. C. plafonne très certainement (si on fait référence aux médias tels que « Le Monde », « La Recherche », « Télérama », « Le Figaro », « Courrier International », dans le même référent culturel).

La longue grève de 2015 a orienté beaucoup d'auditeurs vers BFM et autres, F. I. notamment, et l'audience ne remontera pas !
F. C. est une radio culturelle certes, quasi unique dans le monde, être « pré-bac » et « pro-fac » n'est pas un déshonneur ! dans une époque où 85% des élèves scolarisés ont le bac.

Pourquoi ne donnez-vous pas les raisons de vos décisions (F. C. est un service public !) ? On a déprogrammé l'émission d'économie (intelligente et documentée) de Dominique Rousset, celle de l'impeccable juriste Antoine Garapon, déplacé (deux fois) celle passionnante d'Antoine Charpentier, etc., etc. ! L'émission de Philippe Meyer a eu chaud ! Ainsi que « Les Papous » !

Ces plages sont souvent remplacées par du copinage, du bling-bling, **de la mode**… et du « renvoi d'ascenseur ». Certes la chaîne doit évoluer et certaines émissions vieillissent, ainsi que les producteurs. Mais on peut rénover intelligemment ; par exemple, il y a longtemps, « Les Nuits magnétiques » ont beaucoup aidé à la rénovation de F. C. Mais aussi on a supprimé « Le Pays des autres », « Le Bon plaisir », etc., contenus repris maintenant dans « Les Nuits », et qui ne furent pas remplacées. Quelle cohérence ? Quel projet ?

L'auditeur a besoin de repères, il a des habitudes, il aménage son temps pour l'écoute de « ses » émissions, qu'il faut respecter ! Si au moins les émissions scientifiques étaient *rediffusées* en début de nuit… Même pas ; la nuit, on puise au hasard dans le fonds de l'INA ; quelques fois c'est excellent, souvent c'est médiocre. F. I., ARTE, la Cinq, BFM,… rediffusent leurs meilleures émissions de la journée et c'est une bonne chose.

Quant aux « podcasts » ? Oui, c'est très bien, complémentaire, indispensable maintenant, mais si internet devient un substitut à F. C. cette chaîne est inutile ; il faut la supprimer, la privatiser, ou la joindre à France Inter…

Cette dérive de la chaîne est désastreuse. (Deux France Inter, c'est trop !) Cette banalisation vers le magazine généraliste « à filet dérivant » en quête d'audience, est une bévue stratégique qui aboutira à la mort de F. C. ! **Le net avec ses « MOOC » peut donner aux étudiants et autres (avec discernement) plus que ce dont ils ont besoin. D'autres radios suppléeront aux besoins des auditeurs, comme c'est le cas en télévision publique.**

Oui, l'élitisme n'est pas un défaut. Laisser disserter les interlocuteurs, ne pas hacher leurs propos en sachant écouter, ne pas musicaliser en permanence, accepter les courts silences… tout ceci est la culture et la marque de F. C. Aline Richard, ex rédactrice en chef de la revue « La Recherche » disait sur F. C. *que les journalistes doivent s'effacer devant les spécialistes et seulement les aider à exprimer et mettre en forme leur discours…, et non prendre parti, couper la parole… car souvent ils n'ont ni la compétence, ni le recul, d'où une certaine vacuité*… des interviews !

Ce qui est valable pour les revues l'est aussi en radio.

En réalité sont nommés à la tête de cette chaîne des hauts responsables qui, très certainement, ne l'écoutaient jamais auparavant ; ils ne la connaissaient pas ! Nous connaissons bien la « Kulture » HEC, ENA, et autres. Une fois le vernis écaillé, il ne reste, très souvent, que banalité et lieux communs.

Voilà… un auditeur, une fois de plus, désarçonné, négligé voire bafoué en quelque sorte. C'est dommage pour F. C., la radio, la culture… l'intelligence.

Avec nos salutations.

JIER

P.S. Deux autres failles : les livres et autres objets culturels « passent » maintenant à l'antenne avant parution alors que les auditeurs ne les connaissent pas. Où en est « la pub rédactionnelle » et où en sont « les conflits d'intérêt » ? Ceci en dehors des co-productions et/ou des partenariats affirmés ! Allons-nous vers une radio des attachés de presse des entreprises culturelles ? Ce peut être un choix ; faut-il le dire !
Sans doute les interruptions des émissions toutes les vingt minutes sont-elles imposées par l'utilisation des « podcasts » (alibi ?) ; de toutes façons elles nous habituent à la future introduction de la publicité. Et nous payons la redevance…

❖ ❖ ❖

À propos…

par Danièle Tisserand

Enfin une émission sur la littérature !

La nouvelle émission programmée à 15 heures est bien venue. Les informations sur les revues littéraires aussi, cela nous manquait cruellement. Espérons que cette émission ne collera pas trop à l'actualité et qu'elle ne sera pas trop tentée de multiplier les intervenants, au cours d'une même heure ou à peu près : 45 minutes. Le temps d'entendre pour comprendre, c'est cela la culture. **D. T.**

La mesure de l'audience de la radio

Dans Le Monde – papier, daté du 15-16-17 mai 2016, paraît un article sur les problèmes de la mesure des audiences radio. Le système utilisé par Médiamétrie serait peu fiable et trop ancien. Les nouvelles radios se plaignent que ce système ne permet pas de comptabiliser les écoutes sur internet et téléphones mobiles. Médiamétrie, qui est contrôlé par les groupes de télévision, de radio et les annonceurs de publicité, rétorque que l'essentiel est le sondage qui permet d'interroger un panel représentatif, géographiquement et socialement, sur ce qu'il écoute dans la journée puis d'en faire une moyenne hebdomadaire. Les dirigeants de Médiamétrie rappellent que leur fonction est de vendre de la publicité et que « la radio (étant) un média d'habitudes, nous ne voyons pas l'intérêt d'avoir une audience quotidienne » (Tristan Jurgensen). Donc, on interroge chaque jour 126.000 auditeurs représentatifs et on fait la moyenne hebdomadaire des stations qu'ils écoutent.

Toutes les radios d'écoute ponctuelle comme Europe 1, RMC, France Info, etc., relèvent que ce système ne permet pas de déceler leurs auditeurs occasionnels quotidiens. C'est bien ce que nous connaissons et précisons

depuis longtemps pour France Culture. Médiamétrie relève les chaînes écoutées majoritairement dans la semaine par le même échantillon valable pour toutes les sortes de radio, ce qui ne permet pas de savoir si une majorité écoute les infos sur France Info, le sport sur Europe 1 et la littérature sur France Culture.
D. T.

La publicité sur France Culture

Le médiateur a précisé que la publicité autorisée par le Gouvernement sur Radio France n'atteindrait pas France Culture. Or des auditeurs ont pu entendre des réclames pour la MGEN ou Les Paralysés de France.

Qu'est-ce qu'entend le médiateur par publicité ? La MGEN n'est-elle pas un organisme privé ?
D.T.

❖ ❖ ❖

Adhésions
Nous avons besoin de vous !

Certains oublient de ré-adhérer. C'est pourquoi ceux qui n'ont pas cotisé en 2016 recevront, avec le bulletin, un formulaire de ré-adhésion. Les autres sont à jour et nous les en remercions chaleureusement.
Merci à tous !

Vous pouvez nous joindre (Aafc) :

⇨ sur notre site Internet : **http://www.auditeurs-de-france-culture.asso.fr/**
⇨ ou par courrier électronique : aafc.auditeur@laposte.net
⇨ ou par téléphone : 01 39 89 86 96
⇨ ou par courrier postal : ***Aafc***, Maison des Associations du 3e, Bte 51, 5 Rue Perrée, 75003 Paris

Vous pouvez joindre France Culture :

⇨ par téléphone, au 01 56 40 22 22 (standard) ou par Internet à l'adresse www.franceculture.com
⇨ Pour avoir des informations sur les rencontres et émissions en public vous pouvez appeler le 01 56 40 32 30.
⇨ Vous pouvez également vous inscrire pour recevoir les programmes des émissions en public et des rencontres
en écrivant à : France-Culture - Relations extérieures,
116 av. du Président Kennedy,
Paris Cedex 16.
⇨ Vous pouvez signaler vos problèmes d'écoute au service technique de France-Culture : 01 56 40 33 13. Nous vous encourageons à le faire également par courrier ou par courrier électronique (www.radiofrance.fr/services/contact/).
⇨ N'hésitez pas à **envoyer** vos impressions, vos suggestions et vos critiques en vous rendant sur le site de France Culture www.radiofrance.fr/chaines/france-culture/contact/) ou à contacter le médiateur de Radio France.